

A - QUELLE APPRECIATION PORTE L'UNEF SUR CETTE LUTTE ?

II

1 - L'APPRECIATION DU MOUVEMENT CONTRE LE SECOND CYCLE EST UN ENJEU

Pendant plus de trois mois en effet, les étudiants ont lutté contre la réforme du second cycle.

Aujourd'hui une bataille importante se livre sur l'appréciation de ces trois mois de lutte et leur signification profonde.

Le gouvernement contraint à des reculs décisifs cherche à faire croire qu'il n'a rien cédé et à démontrer ainsi que la lutte est inutile et vaine.

Vieille tactique identique à celle employée par le patronat pour montrer que l'action syndicale ne paie pas.

Cette bataille actuelle du Secrétariat d'Etat aux Universités fait suite à une intense propagande gouvernementale visant en permanence à enrayer le mouvement revendicatif des étudiants. Ceux-ci dans cette période viennent de se heurter à l'attitude intransigeante et forcée d'un gouvernement auquel sont confrontés en permanence les travailleurs ainsi que les autres couches de la population, du "Parisien Libéré" aux viticulteurs, en passant par les jeunes chômeurs, les fonctionnaires, les magistrats etc...

Dans cette perspective, notre Congrès est tribune et étape de la lutte. Tribune car nous pourrons faire la clarté sur les contre-vérités accumulées par Mme SAUNIER-SEITE, étape de la lutte car il est décisif pour l'avenir que la masse des étudiants apprécie à leur juste valeur les reculs auxquels le Secrétaire d'Etat a été contraint.

2 - UN MOUVEMENT ETUDIANT VICTORIEUX !

Sur quoi porte-t-il ? - Sur trois aspects fondamentaux sur lesquels les étudiants ont obtenu des succès importants :

- . sur son intransigeance de départ,
- . sur les mesures les plus nocives de sa réforme,
- . sur la validation de l'année universitaire.

Qu'en est-il précisément ?

Durant plus de deux mois, SAUNIER-SEITE s'est réfugiée dans une attitude de d'intransigeance obstinée, refusant non seulement de remettre en cause mais même de négocier un iota de sa réforme. N'osait-elle pas encore déclarer le 10 Avril : "la réforme a contre-elle l'immobilisme le conservatisme, la mauvaise foi, l'opposition systématique et la méconnaissance de la réalité. J'arriverai à croire que personne ne l'a lue". Quelques jours plus tard, CHIRAC et GISCARD montaient en première ligne pour affirmer que rien ne serait changé dans le texte de la réforme.

Notons que le rapport des forces était tel qu'il a contraint le Président de la République de monter en première ligne pour tenter de démonter point par point notre argumentation pendant une partie importante d'une conférence de presse de niveau international.

C'est montrer à la fois la nécessité dans laquelle se trouvait le gouvernement de resserrer les rangs et l'importance des reculs obtenus depuis car quatre jours après le diktat présidentiel, SAUNIER-SEITE reculait et cédait sur plusieurs points de sa réforme à la conférence des Présidents d'Université. Elle rencontrait immédiatement les représentants du SNESup et de l'UNEF, leur confirmait et leur précisait le contenu de l'importance de ses reculs.

Ceux-ci doivent d'autant plus être appréciés que l'intransigeance qui les a précédés a été forte et longue et que d'autre part ils remettent en cause les objectifs de fond de la réforme.

Ces reculs portent sur les points suivants :

- 1 - alors que le gouvernement mène une politique de redéploiement général, toutes les formations actuellement dispensées seront maintenues,
- 2 - alors que le gouvernement voulait instaurer un barrage sélectif supplémentaire, tout étudiant titulaire de la licence aura le plein droit accès à la maîtrise,
- 3 - alors que le gouvernement veut cloisonner les filières et supprimer la valeur nationale des diplômes, les équivalences entre les diverses Universités seront maintenues ainsi que les équivalences pour les Prépas,
- 4 - alors que le gouvernement veut dévaloriser les diplômes, les nouveaux diplômes seront reconnus dans les conventions collectives,
- 5 - alors que dans le cadre du 7ème Plan, le gouvernement veut mettre en place des diplômes à horizon limité, le principe a été affirmé de la reconduction des habilitations au bout de 5 ans,
- 6 - alors que le gouvernement veut le contrôle du patronat sur les formations universitaires, les groupes d'études techniques voient leur rôle réduit à l'intérieur d'un cadre national d'habilitation qui sera défini par le CNESER à la conférence des Présidents.

La bataille de l'UNEF et du SNESup pour garantir dans les textes ces reculs a vu un premier succès dans la nouvelle circulaire QUERMONNE en date du 13 Mai qui garantit un premier recul à savoir le maintien des formations existantes. La première circulaire QUERMONNE du 25 Février est complètement remise en cause, le Secrétariat d'Etat précisant que d'autres circulaires sont en préparation pour préciser les autres points obtenus à la conférence des Présidents.

Ces succès de la lutte sont d'autant plus importants que dans le même temps les étudiants ont mis en échec les tentatives du gouvernement de remettre en cause la validation de l'année universitaire, de faire de l'année universitaire 75/76 une "année blanche".

Le Président de la République n'avait-il pas déclaré à ce sujet : "comme les travailleurs, en faisant grève risquent leurs salaires, les étudiants, en poursuivant la grève, prennent le risque de perdre leurs examens et la valeur nationale de leurs diplômes?"

M. GISCARD D'ESTAING en a été pour ses frais : les étudiants ont fait des examens un axe prioritaire de leur lutte, mettant en échec toute tentative du gouvernement d'appliquer par une sélection massive aux examens la réforme du second cycle avant l'heure.

Or aujourd'hui, dans la grande majorité des Universités, les étudiants passent leurs examens sans être pénalisés pour fait de grève.

3 - LES CARACTÉRISTIQUES DU MOUVEMENT DE LUTTE

L'ensemble de ces reculs du gouvernement est à mettre à l'actif de la lutte des étudiants, plus massive que jamais, plus revendicative, plus déterminée et plus responsable que jamais.

Toutes les Universités en grève, des dizaines de manifestations dans toutes les villes universitaires et à Paris, tous les secteurs de l'Université en action - et cela pendant plus de trois mois - et Mme SAUNIER-SEITE voulait accrédi-ter l'idée d'un mouvement minoritaire !

C'est l'ensemble de l'enseignement supérieur qui est entré en lutte, mouvement d'autant plus massif que les étudiants avaient plus qu jamais des raisons de lutter.

Le gouvernement, par l'utilisation abusive des grands moyens d'information a tout fait pour tenter de discréditer les raisons de lutter des étudiants affirmant sans vergogne toutes les contre-vérités possibles et que notamment sa réforme ouvrirait de nouveaux débouchés et résoudrait le problème du chômage des diplômés.

Les étudiants ne s'y sont pas laissés prendre ! - Ils ont élaboré, pour l'efficacité de leur lutte, des plateformes revendicatives précises, reprenant l'ensemble de leurs préoccupations et les solutions à apporter.

La clarté des objectifs ainsi définis, la dénonciation de la politique universitaire du gouvernement ont donné aux étudiants la claire conscience de l'enjeu de la lutte dans laquelle ils étaient engagés. - Exiger, comme l'ont scandé des dizaines de milliers de manifestants l'abrogation de la réforme du second cycle, la création massive d'emplois, la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives, le vote d'un collectif budgétaire, l'attribution d'une allocation d'études - tout cela a donné à la lutte un point d'appui considérable permettant aux étudiants qui, dans leur ensemble vivent la hausse des prix, la pénurie des Universités et l'angoisse du chômage, d'être plus forts dans la lutte et de rejoindre les objectifs de lutte des travailleurs et de la population.

Le caractère profondément revendicatif du mouvement de lutte a imprimé à celui-ci sa permanence durant 3 mois, sa volonté d'aboutir, sa détermination.

Cette détermination des étudiants a permis à la lutte de ne pas faiblir au sortir des vacances de printemps mais de s'amplifier et de surmonter l'échéance des examens.

Plus que jamais massive, revendicative et déterminée, la lutte a gagné aussi en responsabilité. C'est ainsi que les tentatives du gouvernement de dévoyer la lutte, notamment lors des manifestations où des casseurs ont sévi, ont été mises en échec par la grande masse des étudiants ; à aucun moment le gouvernement n'a pu identifier d'aucune façon le mouvement de lutte aux agissements des casseurs.

4 - UN MOUVEMENT ÉTUDIANT UNI AUX UNIVERSITAIRES ET BÉNÉFICIAIRE DU SOUTIEN DES TRAVAILLEURS

Le rôle d'animateur des luttes et de porte-parole national qu'a joué l'UNEF durant tout le mouvement a renforcé l'idée du caractère responsable et sérieux des étudiants. Il a permis à une grande masse d'entre-eux qui se reconnaissaient encore il y a quelques années dans les mots d'ordre et les actions de manipulateurs professionnels d'entrer massivement et consciemment dans la lutte pour la défense de leurs revendications.

En étant plus massif, plus revendicatif, plus déterminé et plus responsable, le mouvement a pu gagner en unité avec les enseignants, les travailleurs et la population.

La demande de retrait de la réforme du 2ème cycle faite par la conférence des Présidents d'Université, les négociations positives qui se sont engagées entre cette conférence et le Secrétariat d'Etat, tout cela est le résultat de l'action unie et permanente des enseignants et des étudiants de l'unité d'action constante pratiquée par l'UNEF et le SNESup notamment de leurs décisions d'action commune, telles que l'appel à la journée nationale de grève et de manifestation du 15 Avril.

Ce souci permanent de l'union a donné aux étudiants de nouveaux alliés dans leur lutte, à aucun moment le gouvernement n'a pu les isoler, malgré ses tentatives répétées, notamment lors des négociations truquées avec la FEN.

Le soutien massif de la population aux revendications étudiantes s'est traduit par l'accueil réservé aux étudiants lors des initiatives de popularisation.

Les manifestations du 1er MAI ont marqué une nouvelle étape de cette solidarité entre les étudiants et les travailleurs. Elles ont contribué à montrer que les étudiants avaient raison de lutter et qu'ils avaient le soutien des grandes organisations de travailleurs, C.G.T. et C.F.D.

B - LA PLACE TENUE ET LE RÔLE JOUÉ PAR L'UNEF DANS CETTE LUTTE

Se caractère massif, revendicatif, déterminé, unitaire du mouvement est le résultat de la place nouvelle que l'UNEF prise en tête de la lutte.

- L'UNEF a joué un rôle essentiel dans la direction du mouvement.

Personne ne s'y est trompé, notamment pas l'ensemble des organes de presse écrite et parlée ni le Secrétariat d'Etat aux Universités.

Ce rôle déterminant dans la direction du mouvement est apparu avec force à chaque étape du mouvement.

1 - L'UNEF POUR DÉCLENCHER LA LUTTE

Tout d'abord c'est l'UNEF qui a pris l'initiative de la mobilisation. Elle a permis aux étudiants de prendre connaissance du projet dès le début décembre. A l'occasion de la campagne électorale, avec la publication d'un texte commun avec le SNESup nous avons alerté sur la réforme.

Mais l'UNEF a aussi, directement pris l'initiative permettant le déclenchement des luttes. L'appel du Collectif National du 18 Janvier a permis que dès le 22, les premières manifestations contre la réforme se déroulent.

Les 10 000 étudiants rassemblés aux Etats Généraux des Luttés ont été autant de moments forts, autant d'étapes dans l'élargissement de l'action. La tenue de ces Etats Généraux a été le détonateur pour donner une dimension nationale au mouvement de protestation contre la réforme.

2 - L'UNEF POUR ÉLARGIR L'ACTION

Pendant le développement de l'action l'UNEF a constitué la principale force de proposition, capable d'ouvrir les perspectives.

Toutes les grandes journées qui ont rythmé le mouvement du 10 au 17 Mars, du 15 au 23 Avril, toutes ont pour origine des initiatives de l'UNEF largement reprises par la suite par la masse des étudiants.

Dans le même temps, c'est l'UNEF qui a su, par ses propositions, orienter le mouvement vers sa victoire en insistant en permanence sur la nécessité d'aboutir, en faisant grandir la volonté de négociation.

Nous avons joué ainsi un rôle essentiel pour que les étudiants rejettent les solutions jusqu'aboutistes, pour qu'ils s'emparent de chaque succès partiel pour renforcer leur lutte.

3 - L'UNEF POUR FAIRE ABOUTIR LE MOUVEMENT

Enfin lorsque le gouvernement s'est livré au chantage aux examens, lorsqu'il a montré sa volonté de sanctionner les étudiants en lutte, l'UNEF, là-encore a permis que gagne une orientation conforme aux intérêts des étudiants.

Au lieu de faire des examens l'écueil sur lequel le mouvement devait échouer, nous en avons fait une nouvelle étape de la lutte contre la politique universitaire du gouvernement.

La recherche, avec les enseignants, des meilleures conditions possibles de validation, le refus des provocations, la poursuite de la lutte, ce sont là-encore des idées avancées par l'UNEF.

Aujourd'hui l'UNEF en appelant les étudiants à faire le bilan pour mieux poursuivre, là-encore agit conformément à ses responsabilités.

4 - L'UNEF À LA TÊTE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

Ce rôle essentiel dans la direction du mouvement même s'il n'apparaît pas toujours avec la même clarté dans toutes les Universités, à tous les moments est indéniable.

L'écho rencontré dans la masse des étudiants par les propositions de l'UNEF est le fait le plus nouveau et le plus notable de la lutte : c'est cela être à la tête du mouvement étudiant !

C'est fondamentalement orienter, impulser et conduire le mouvement des masses à partir de mots d'ordre, de nos propositions et de nos initiatives.

Pendant affirmer que l'UNEF a exercé un rôle dirigeant ne doit pas nous conduire à penser que nous ayons exercé un quelconque monopole.

Ainsi l'UNEF a été amenée, légitimement, à participer et à impulser des structures (telles les coordinations nationales) que les étudiants se donnent dans leurs luttes et qui ont un rôle provisoire.

Ces structures sont le fait de l'étape actuelle du mouvement étudiant, de l'assez faible taux de syndicalisation, du fait que le phénomène syndical demeure récent.

L'UNEF y participe donc tout à fait normalement. Elle combat pour obtenir le meilleur fonctionnement démocratique possible et la participation de la masse des étudiants.

Mais jamais elle n'entend entretenir l'illusion selon laquelle ces structures formeraient le "nec plus ultra" du syndicalisme, un modèle valable en tout temps, et en tout lieu.

C'est pourquoi affirmer ses positions propres en permanence, dans et hors, ces structures est l'acte syndical déterminant.

Cette activité propre de l'UNEF est la condition du succès. Y renoncer c'est aboutir à terme à donner aux étudiants des illusions sur ces structures.

D'ailleurs des milliers d'étudiants en ont fait l'expérience : l'UNEF est apparue dans cette lutte comme la seule organisation sérieuse, crédible, du bout à l'autre de l'action.

C'est en agissant ainsi que l'UNEF a pu obtenir que des décisions positives soient prises dans ces lieux, comités de grève ou coordination nationale.

Mais c'est aussi de notre responsabilité de dire que notamment ces coordinations, de fait des pratiques de certains, ont malheureusement souvent revêtu un caractère ubuesque.

Pour nous la démocratie syndicale ce n'est pas d'interminables et oiseuses validations, ce n'est pas plus le marathon de soliloques intempestifs où on cherche à "avoir à l'usure" les délégués que l'on ne peut gagner dans la discussion et ce n'est sûrement pas les tentatives multiples de manipulateurs visiblement plus préoccupés d'eux-mêmes et de leurs objectifs politiques que de l'intérêt de la grande masse des étudiants.

C - QUE FAIRE AUJOURD'HUI POUR ALLER DE L'AVANT

Tout cela montre la complexité de cette lutte, son importance fondamentale qui en fait une étape nouvelle à l'Université, étape que nous devons rendre irréversible.

C'est dire que le débat engagé dans nos rangs, dans le cadre de la préparation et de la tenue de notre Congrès est loin d'être un aspect interne à l'UNEF mais au contraire, l'élément décisif qui permet et permettra d'animer un large débat avec les étudiants de toute la France afin d'aller encore plus loin.

Dans ces conditions il est nécessaire de répondre à deux grandes questions que se posent des milliers d'étudiants et qu'ils posent à l'UNEF.

- Etait-il possible d'aller plus loin ?
- Et que faire aujourd'hui pour aller de l'avant ?

Ce sont des questions d'autant plus légitimes que comme je l'indiquais tout à l'heure, le gouvernement se bat avec intensité, il a livré bataille pendant toute la durée du mouvement. Contrairement à des reculs, il en conteste la réalité. Parce qu'il est de plus en plus isolé et qu'il perd son crédit dans la population, il se fait de plus en plus dangereux. Et il use de tous les moyens dont il dispose pour empêcher le développement des luttes et surtout en tendant d'accréditer l'idée de leur inefficacité et cela à l'Université comme ailleurs.

Il faut dans ce sens être clair !

1 - UN MOUVEMENT PLUS DÉTERMINÉ

Pour faire reculer ce gouvernement les étudiants doivent gagner encore en détermination. Parce qu'ils mènent une lutte longue et difficile, il ne faut pas qu'il baissent les bras devant les obstacles, surtout quand ceux-ci s'apparentent à l'appareil d'état dans sa totalité, Président de la République en tête. Il s'agit là d'une question essentielle pour le déclenchement et l'aboutissement des luttes.

Face au pouvoir qui leur réserve de mauvais coups en permanence, une partie toujours plus grande des étudiants doit être en mesure de se mobiliser toujours plus vite pour dire à tous de quoi il retourne exactement. Ils doivent être toujours plus nombreux à être mobilisés pour participer l'organisation de la lutte et toujours plus expérimentés pour conserver à cette mobilisation son ampleur et sa combativité.

On le voit, gagner en détermination, pour les étudiants, cela implique renforcer leur lutte. Cela passe par une nécessité : renforcer leur syndicat qui le le moyen même de l'impulsion de l'action revendicative.

Dans le même temps, pour avancer, pour pouvoir être victorieux, la lutte des étudiants ne doit pas avoir pour base seulement le refus des projets du pouvoir mais aussi les propositions offensives, c'est-à-dire des revendications précises.

Ceci est décisif dans la bataille pour gagner le soutien de l'opinion publique. On l'a bien vu, dans le mouvement, où le soutien de la population a pu être gagné par les solutions crédibles qui ont été proposées par l'UNEF.

Il faut là encore faire plus !

2 - UN MOUVEMENT PLUS DÉMOCRATIQUE

Mais la condition la plus décisive pour gagner parce que c'est ce qui manque le plus aujourd'hui, c'est une démocratie plus large dans le mouvement étudiant. C'est décisif parce que c'est la garantie de la participation la plus large des étudiants à la prise de décisions et à l'action et à leur participation massive jusqu'au bout de la lutte.

C'est le meilleur moyen de se débarrasser des exclusives diverses qui en fait sont paralysantes. C'est une efficacité assurée par la prise en compte des préoccupations, des aspirations ^{et} des sensibilités les plus diverses.

3 - UNE UNEF PLUS FORTE !

Or là encore il faut bien le constater la structure qui permet tout cela existe et c'est l'UNEF !

Oui vraiment, tout le montre, quelque soit la manière dont on aborde le problème, s'unir dans l'UNEF apparaît aujourd'hui comme une question impérieuse posée à chacun qui veut que les luttes étudiantes remportent des succès importants, plus éclatants encore que ceux que nous avons obtenus.